



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

A nous de construire l'alternative

Notre ministre de l'économie sacrifie l'agriculture

Pour celles et ceux qui en doutaient encore, la douche fut froide. Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard n'y est pas allée par quatre chemins. Le compromis que le directeur de l'OMC Pascal Lamy avait réussi à arracher convenait à notre ministre de tutelle: «un bon compromis». C'est vrai, a-t-elle admis, cela pourrait coûter cher à l'agriculture. Entre 30 et 50% du revenu du secteur... une paille n'est-ce-pas? Il nous reste donc à remercier l'Inde et la Chine qui ont mis quelques grains de sable dans l'engrenage...

Mais rassurons-nous, notre Ministre nous promet à nouveau des mesures d'accompagnement: «nous ne laisserons pas tomber les paysans» a-t-elle ajouté. Au fur et à mesure que le ciel s'assombrissait sur l'OMC, c'est le ton des remontrances qui a été employé. On nous a servi le fait que plus nous attendions, plus le prix pour l'agriculture suisse serait cher à payer. Ou que l'échec des négociations était un drame pour les pays du sud.

Ces deux affirmations sont erronées; par ce qu'elles sont basées sur le fait qu'aucune remise en question du commerce mondial actuel est envisagée. Les pays les «moins avancés» auraient pourtant été les principales victimes d'un accord. Car si la Suisse était prête à sacrifier son agriculture, c'était pour mieux attaquer les marchés du sud au niveau des biens industriels et des services, leur empêchant tout développement propre. Si ces pays risquent une péjoration de leur situation, c'est parce que la Suisse, qui a bouclé le premier semestre par des excédents commerciaux record, va s'empresse de poursuivre la course aux accords de libre-échange bilatéraux, souvent bien plus «agressifs», il est vrai, que les accords multilatéraux. Nous devons donc poursuivre nos mobilisations avec nos



L'enterrement en grande classe du round de Doha par les paysans coréens en 2006 était prémonitoire...

collègues des quatre coins de la planète afin que les accords bilatéraux ne soient pas basés sur le libéralisme à tout crin, mais sur des échanges équitables. Quant à l'agriculture suisse, si elle doit craindre une facture plus chère, c'est également parce que nos politiques n'ont pas encore amorcé le moindre signe de réflexion sur des alternatives possibles à un système voué à l'échec car basé sur les inégalités qu'il ne cesse d'exacerber. Nous ne voulons plus de ce type de politique commerciale. Il ne s'agit donc pas de se poser la question du coût d'un refus, mais bien de s'engager pour des politiques volontaristes aux profits des êtres humains et non uniquement des

capitiaux des multinationales. Utilisons tous à profit cette pause dans les négociations pour construire ensemble autre chose.

Sur le plan national et international (EMB et Via Campesina), il faut que nous poursuivions notre lutte pour des prix rémunérateurs qui couvrent les coûts de production et, plus largement, pour que des politiques basées sur la souveraineté alimentaire s'imposent. S'engager pour des conditions sociales et environnementales plus juste au delà de nos frontières, c'est aussi éviter l'arrivée de produits bon marchés, basés sur ce type de dumping.

Uniterre



Marché laitier

Gruyère
Pages 2 et 8



Céréales

Il suffit!
Page 3



ACP

Essaimage efficace
Page 4



International

Alternatives
Pages 6 et 7

MARCHE LAITIER

Maintien de la pression ici et chez nos voisins

Les négociations pour une augmentation du prix du lait continuent. Nous avons fort à faire tant sur le plan national, notamment via les discussions entamées avec BIG-M et PSL pour le lait industriel et sur le marché du Gruyère (voir page 8), que sur le plan international où des délégués d'Uniterre participent assidûment aux rencontres EMB.

Les membres de l'European Milk Board (EMB) se sont retrouvés début juillet à Strasbourg pour poursuivre leur travail sur différents thèmes. Notamment sur diverses actions de communication (lait équitable, action briques de lait, etc.) et sur la mise en place d'un système de gestion des quantités à l'échelon européen. Les besoins sont urgents. En effet, les décideurs politiques européens prévoient le démantèlement progressif des quotas laitiers pour 2015 et ont annoncé une augmentation de 2% des quotas pour ces prochaines années. Résultat, un surplus permanent et encore plus de pressions sur les prix. Il est très important que les producteurs européens se rassemblent rapidement. Des discussions sont actuellement menées avec des organisations de producteurs tchèques, roumaines et polonaises. L'organisation croate HSUPM et l'espagnole PROLEC ont officiellement fait leur entrée à EMB.

Cette solidarité grandissante a été fructueuse lors de la grève du lait. Son retentissement a atteint toute l'Europe. Même si les résultats sont différents selon les pays, les producteurs ont parlé d'une seule et même voie, ce qui a surpris beaucoup de monde; aussi bien les consommateurs que les décideurs économiques ou politiques. Aujourd'hui les producteurs de lait sont plus forts et sont plus respectés. Actuellement, des négociations de prix sont encore en cours dans de nombreux pays. En Suisse, la hausse de prix obtenue pour le lait industriel n'a pas encore été répercutée sur les filières fromagères.



Stratégie EMB: pour une gestion souple des quantités au plan européen

Pour que le marché fonctionne bien, il est important d'établir un équilibre entre l'offre et la demande. Afin de garantir ce juste équilibre, il est nécessaire de prendre les mesures suivantes pour

le contrôle des quantités (il s'agit de propositions)

Au niveau des laiteries:

1. Introduction d'un prélèvement de 0.5 centime d'euro par kg de lait, à payer par les producteurs pour financer les mesures de contrôle du marché.

2. Introduction d'une taxe sur les quantités coulées en plus du quota attribué sur l'exploitation.

Au niveau des responsables politiques nationaux:

1. Constitution d'une «réserve» nationale pour les 2% attribués par Bruxelles. Ils ne pourraient être utilisés qu'à un prix équitable fixé par les producteurs.

2. Introduction d'un système souple de gestion des quantités sur l'ensemble du territoire européen avec une répartition par pays/région.

Au niveau des responsables politiques européens

1. Mise en place d'une protection efficace aux frontières européennes contre les importations à un prix inférieur au prix européens.

2. Démantèlement de toutes formes de subventions à l'exportation de l'Union européenne vers des pays étrangers.

3. Flexibilisation des quotas laitiers (de droit privé mais en mains des producteurs) pour adapter l'offre à la demande.

4. Utilisation des fonds de soutien pour financer la flexibilisation des quotas laitiers.

5. Mettre en place un cadre législatif fort qui permet aux producteurs de se fédérer en une association qui régulerait les quantités de lait à produire ou à ne pas produire.

6. Transparence maximal du marché laitier.

7. Reconnaissance et soutien particulier pour les entreprises qui produisent dans des conditions particulièrement difficiles.

8. Introduction d'une méthode de calcul de prix du lait fondé sur les coûts de production. Cette méthode sera développée par les producteurs de lait.

9. Adoption d'un prix minimum, considéré comme équitable, sous lequel il sera impossible de descendre.

Cette stratégie d'ensemble, proposée par EMB, a le potentiel de garantir à l'Europe une production laitière durable et capable de couvrir les besoins des consommateurs européens. Cette stratégie peut-être mise en place par quelques mesures relativement simples et garantira un approvisionnement fiable en produit laitier de toute première qualité.

Nicolas Bezençon

Contact entre EMB et la Coordination Européenne Via Campesina

Les responsables d'EMB devraient rencontrer les responsables de la nouvelle coordination européenne, qui a notamment accueilli cette année la COAG, la plus grande organisation de producteurs d'Espagne. La présence d'Uniterre à cette séance est importante étant donné que nous sommes actifs de ces deux organisations.

La Suisse et la France entrent officiellement au comité d'EMB

Estimant que la Suisse pouvait apporter son expérience aux Européens, le comité d'EMB a approuvé la candidature de Martin Haab (BIG-M). Il rentre ainsi au comité directeur au titre de conseiller. Le français Jean-Louis Naveau (OPL) et le danois Kjartan Poulsen (LDM) ont également été élus à Strasbourg. Le nouveau comité directeur se compose donc comme suit: Président, Romuald Schaber (BDM-Allemagne), Vice-présidente, Sieta Van Keimpe (DDB-Pays-Bas), Responsable de projet, Ernst Halbmayr (IG-Milch-Autriche), Roberto Cavaliere (AP -Italie), Jean-Louis Naveau (OPL-France), Kjartan Poulsen (LDM-Danemark) et Martin Haab (Big-M Suisse). Niels Lund se retire après deux ans passés au Comité directeur. Il n'arrivait plus à gérer son exploitation et les tâches importantes qu'il avait à EMB. Le poste de caissier est encore à pourvoir, Jackie Cahill ayant retiré sa candidature.

Nicolas Bezençon

Dernières évolutions en Autriche

À l'exception des grandes surfaces REWE, toutes les chaînes de magasins d'Autriche ont augmenté le prix du lait de 6 centimes d'euro à la fin du mois de juin, soit une hausse de 79 à 85 centimes. Le beurre est quant à lui passé de 1,09 à 1,19€, soit une augmentation de 10 centimes. Quelques jours après ces hausses quelques-unes des grandes laiteries autrichiennes ont partiellement baissé les prix de 2 à 3 centimes avec effet rétroactif. Ces mesures ont attisé l'intérêt des médias et suscité quelques remous.

En agissant ainsi, les laiteries ont totalement sapé les éventuelles négociations qui auraient pu être menées avec le secteur alimentaire en vue d'augmenter les prix. Personne ne comprend cette politique; on remarque en outre que les grandes chaînes de distribution amorcent d'ores et déjà une nouvelle baisse de prix. Cette situation illustre le besoin de réforme du secteur laitier autrichien, qui, par des décisions stratégiques insensées, réduit à néant un potentiel d'augmentation de revenu pour les producteurs se montant à plusieurs millions d'euros.

Le rôle de certains politiques actifs dans le dossier agricole est particulièrement intéressant. Alors qu'en Allemagne, les ministres s'efforcent de réunir toutes les parties en présence afin de trouver des solutions (sommets du lait), le ministre de l'agriculture autrichien refuse toute discussion avec les producteurs de lait.

Nicolas Bezençon



Lors de la réunion de Strasbourg, la presse était invitée sur une exploitation.

Action EMB «briques de lait»

Les éleveurs laitiers renvoient l'augmentation de 2% des quotas à la Commission européenne Fischer-Boel

Les 100'000 producteurs laitiers européens ont fait une action commune pour marquer leur désaccord avec l'augmentation de 2% des quotas qui a été adoptée par la Commission européenne et les Ministres de l'agriculture des Etats membres. Ils ont tous envoyé 2 litres de lait UHT par voie de poste à Madame la Commissaire de l'agriculture Fischer-Boel à Bruxelles.

Romuald Schaber, Président de l'European Milk Board, explique à ce propos: «L'essentiel est d'obtenir en premier lieu un prix du lait rémunérateur avant une quelconque augmentation des quantités. Selon les laiteries et les distributeurs, il y a trop de lait sur le marché, raison pour laquelle ils ne peuvent payer des prix rémunérateurs aux producteurs. Sieta Van Keimpema rajoute que «l'augmentation des quotas de 2% est une mauvaise décision. Nous souhaitons une régulation souple des

volumes afin que l'on puisse adapter la production de lait aux besoins réels du marché et empêcher ainsi la production d'excédents écoulés sur le marché mondial et qui cassent les prix».

Les producteurs laitiers européens demandent à Madame la Commissaire de l'agriculture Fischer-Boel d'offrir le lait qui lui a été adressé à des organisations d'aides au plus démunis. Ils ajoutent que le lait est un produit alimentaire noble qui doit être traité avec respect et non pas comme un produit bon

marché. Actuellement, les packs de lait sont en dépôt au service du courrier de la Commission européenne, Immeuble logistique, Avenue du Bourget, 1-3, 1140 - Evere.

Nicolas Bezençon

Visitez notre site internet

www.uniterre.ch

Toute l'info régulièrement

Céréales: Uniterre réactive sa commission

Plusieurs éléments ont poussé Uniterre à réactiver son travail sur le plan des grandes cultures, plus spécifiquement sur les céréales.

Nous estimons indispensable que l'agriculture suisse continue à pourvoir le pays en céréales et nous constatons que tout est fait pour que ce secteur soit sacrifié sur l'autel d'accords bilatéraux et multilatéraux.

Nous avons eu l'occasion de soutenir la proposition de la profession (Swiss-granum-FSPC) lors du débat sur le changement de système de protection à la frontière pour les céréales panifiables. A cette occasion, nous avons notamment exprimé notre incompréhension sur le fait que c'est bien le prix de la marchandise importée (environ 10% de nos besoins) qui est la référence pour fixer le prix indigène; une aberration.

Ce printemps, nous avons rencontré la FSPC pour présenter nos idées et pour que nous puissions nous engager ensemble pour défendre des prix rémunérateurs pour les producteurs. Nous sommes tombés d'accord sur un certain nombre de points:

- La nécessité de travailler sur une amélioration du système de protection à la frontière tant pour les céréales fourragères que pour les panifiables. Des contacts ont été pris à ce sujet avec l'OFAG.

- Le besoin de rencontrer les organisations faïtières des producteurs de porcs et de volailles afin d'élaborer ensemble une stratégie permettant de revaloriser le prix des fourragères et d'éviter tout combat interne à la profession; il s'agit notamment de calculer de combien la viande serait renchérie avec un prix de la céréale tournant autour de 70.-/dt. Nous souhaitons également que le bétail pour la viande labélisée «Suisse Garantie» soit affouragé avec des céréales 100% suisses.

- La volonté de revaloriser le prix de la céréale panifiable pour que celui-ci atteigne les 100.-/dt. Il s'agira ici aussi de vérifier l'impact sur le prix du pain - impact que nous savons très

faible. Il reste néanmoins important de clarifier ce point avec les associations de consommateurs.

Parallèlement, des rencontres ont eu lieu entre un certain nombre de propriétaires de centres collecteurs indépendants qui ne se satisfont plus du système de protection et ont pu constater un certain nombre de dysfonctionnements.

Ces différents aspects nous ont amené à redynamiser les commissions grandes cultures et viande que nous avons «fusionnées» vu l'interaction évidente entre ces secteurs.

Nous appelons donc les éventuels intéressés à participer à cette commission de prendre rapidement contact avec le secrétariat. A l'image de la commission lait qui a fourni un travail couronné de succès, nous souhaitons vous impliquer dans le processus. Une prochaine commission et des actions sont prévues à l'automne!

Valentina Hemmeler Maïga



Pour des moissons fructueuses...

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA . CP 48 . 1627 VAULRUZ
☎ **026 913 79 84**
✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

Du prix des céréales

Le prix du pétrole a dépassé les 143 \$ le baril. Mais saviez-vous qu'un kilo de blé est payé au paysan moins de la moitié qu'un litre de pétrole ? Le prix du blé se situe en effet autour de 60.-/100kg.

Les coûts de production prennent l'ascenseur dans l'agriculture alors que les prix aux producteurs ne suivent pas la même tendance. A ce taux là, les paysans suisses arrêteront bientôt de produire des céréales... une perte pour la diversité alimentaire indigène, pour l'écologie, comme pour le paysage. Nous avons une production que beaucoup envient à l'étranger. Chaque exploitation agricole doit avoir au moins quatre cultures afin d'assurer une rotation adéquate et ainsi permettre de réduire les risques de maladies et de ravageurs tout en ménageant le sol. Les normes fixées par la production comme par la transformation sont très élevées. Elles garantissent la sécurité environnementale comme sanitaire, tout en assurant la qualité boulangère et gustative du produit final.

Nous sommes pourtant encore loin d'un prix rémunérateur pour les paysans. Si près de 90% de notre blé est produit en Suisse, c'est le prix des 10% qui sont importés qui influence le prix indigène. Le prix indicatif des céréales panifiables suisses se situe toujours quelques francs en dessous du prix à la frontière (taxe comprise) du blé importé. Il n'a donc aucun lien avec nos réalités socio-économiques. Pourtant, si le prix du blé était payé un prix juste au paysan, soit environ 100.-/100kg, cette augmentation de prix n'aurait qu'une influence marginale sur le prix au consommateur. L'exemple des pains spéciaux (multi-céréales, complet, paysan, campagne etc.) est frappant puisque le prix du blé ne compte pour que pour 5% à 8% du prix final.

Quant au faible prix des céréales fourragères, on nous affirme que c'est pour permettre aux producteurs de viande d'abaisser leurs coûts de production. Mais il ne faut pas oublier

que la plupart des producteurs de viande sont aussi céréaliers... Ce qui est sûr, c'est que le prix de la céréale fourragère est aussi influencé par le prix mondial. La taxe à la frontière est déterminée chaque mois par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) qui se renseigne pour savoir à quels prix les importateurs peuvent acheter des céréales à l'étranger. Mais à première vue, les prix qui sont communiqués à l'OFAG par ses interlocuteurs ne sont pas ceux dont nous avons connaissance. Le calcul est faussé et provoque bien trop souvent la fixation d'une taxe trop faible; des céréales à «prix cassés» arrivent alors sur notre marché et concurrencent notre production. Nous estimons qu'il est possible d'augmenter le prix de la céréale indigène sans pour autant que la viande suisse soit renchérie trop fortement. Uniterre veut dès à présent que les organisations faïtières des producteurs de viande et de céréales se mettent autour de la table pour fixer une stratégie commune qui permette aux producteurs de gagner leur vie correctement tout en maîtrisant le prix au consommateur.

Le système actuel incite les paysans à se demander s'il ne serait pas plus rentable de brûler du blé dans les chaudières - au lieu du mazout - pour faire fonctionner les séchoirs à maïs pour alimenter les poules... Doit-on en arriver là où est-il possible de réagir avant?

Pierre-André Tombez, Président (texte paru dans la rubrique «l'Invité» de Terre et Nature, 25.7.08)

Déchetage de bois

ETA FRAGNIERE Sàrl
Entreprise de travaux agricoles
1695 Estavayer-le-Gibloux
079/410.99.85

Pressage de balles rondes
maïs
Avec manteau plastique

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Développement de l'agriculture contractuelle en France

En 2001, la famille paysanne Vuillon des Olivades à Aubagne en Provence, démarre le premier projet de commercialisation alternative avec un groupe de consommateurs engagés. En France les structures d'agriculture contractuelle adoptent dès lors le nom d'AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Six années plus tard, plus de 1'000 fermes, touchant environ un million de consommateurs, ont adopté ce mode de commercialisation basé sur une relation solidaire. Malgré ce succès, le défi auquel sont confrontés producteurs et consommateurs reste entier. La Politique Agricole Commune menée par l'Union Européenne durant ces trente dernières années a gravement menacé l'agriculture de proximité. Ainsi, les ceintures vertes maraîchères autour des agglomérations ont disparu au profit de quelques bassins de production, touchés à leur tour par les effets d'une mise en concurrence de plus en plus globale. En France, 40% des paysans gagnent moins que le «smig» (salaire minimum), et chaque année 35'000 exploitations disparaissent sans être remplacées. Les questions qui se posent de façon urgente sont: comment faire pour soutenir encore plus de paysans? Comment permettre de nouvelles installations? Comment créer les conditions pour que des jeunes aient envie de devenir paysans pour nous nourrir?

Le Centre de Ressources pour l'Essaimage des AMAP (CREAMAP)

C'est en juin 2007, pour répondre à l'urgence du maintien et du développement d'une agriculture nourricière de proximité, que l'Association «Centre de ressources pour l'essaimage des AMAP en France» a été créée. CREAMAP ne prétend pas représenter les AMAP et n'en a d'ailleurs pas les moyens. Au regard de l'histoire des premières AMAP, et de l'interdépendance des mangeurs et des paysans, CREAMAP fonctionne avec le principe de la parité PAYSANS-MANGEURS. Sans cette parité, la tentation d'une dérive vers une association de consommateurs serait trop grande.

Parmi les objectifs de l'association figurent:

- favoriser l'installation de jeunes agriculteurs dans le concept des AMAP,
- favoriser des actions de solidarité envers les agriculteurs menacés,
- favoriser le lien social et sauvegarder le savoir-faire paysan,
- défendre une nourriture saine, une

agriculture durable, à dimension humaine, - préserver les terres nourricières et la biodiversité.

Historique de l'essaimage des AMAP

Dès que le concept AMAP a été connu, à partir de la première expérience d'Aubagne en 2001, les initiateurs que sont Denise et Daniel Vuillon, ont eu à répondre à une forte demande d'information et de sensibilisation qui s'est rapidement élargie à de nombreuses autres régions. Ces initiateurs ont transmis leur expérience et porté le développement des AMAP dans une dynamique d'accompagnement professionnel. CREAMAP est dans la continuité et dans la confirmation de cette méthode sur le territoire national.

Si on compare la grande rapidité de création en France, avec la situation aux États-Unis, d'où le système a été importé, et au Japon où il est né, on ne peut que constater que c'est l'implication des paysans expérimentés, associée à la démarche citoyenne du consommateur, qui a fait la différence et qui a permis de créer autant d'AMAP.

Étapes de l'essaimage

Au cours d'une première prise de contact entre producteurs, on discute des problématiques agraires spécifiques au mode de distribution dans un climat de confiance. Le rôle du «producteur-essaimeur» consiste alors à sensibiliser le futur paysan partenaire sur les pratiques, en tenant compte et en valorisant ses savoir-faire et les caractéristiques de sa situation, tout en le conseillant sur les contraintes de la production en AMAP.

En résumé, il s'agit d'évaluer la faisabilité du projet AMAP, en fonction de critères humains, techniques et économiques. Le «paysan-essaimeur» témoigne de son expérience sous l'angle économique. Grâce à l'AMAP, à ses «mangeurs», il n'a plus les obstacles de l'économie de marché ni les contraintes de la mise sur le marché. Il peut se consacrer à nourrir ses partenaires.

Le «producteur-essaimeur» remettra un compte rendu au représentant des consommateurs. Au même titre, son expérience lui permet de pouvoir répondre aux interrogations légitimes du groupe de «mangeurs».

Son rôle consiste aussi à expliquer aux futurs partenaires les contraintes respectives. A amener, dans la discrétion et le respect, le producteur à l'ouverture de la ferme et à la transparence envers

les futurs consommateurs. Il s'agit ainsi de faire naître une relation de confiance et de faire prendre conscience aux consommateurs que l'AMAP n'est pas un acte habituel de consommation et qu'ils en partageront les aléas, les risques ainsi que les bénéfices.

L'objectif de cet accompagnement n'est pas de contrôler ni d'apporter des contraintes, mais de mettre en valeur l'AMAP, son volet social et solidaire pour que les données techniques ne soient pas des barrières insurmontables pour le producteur candidat et qu'il entre facilement dans une démarche de conversion dans le respect de la Charte des AMAP.

Après la visite de la ferme, le «producteur-essaimeur» ou référent, assure l'accompagnement et le suivi du projet. Si son avis est favorable, l'AMAP a les bases solides et tous les outils pour évoluer et bien fonctionner. Une fois la relation établie dans le partenariat, producteur/mangeurs, l'AMAP peut vivre et se responsabiliser. La pérennité du système AMAP est liée à cette méthode d'essaimage et à la responsabilisation des acteurs «Personnes Ressources»: producteurs/essaimeurs et consommateurs/mangeurs. Les structures de techniques agricoles peuvent apporter une complémentarité nécessaire dans la reconversion technique, mais elles ne peuvent se substituer à cet échange direct d'expériences.

CREAMAP fera également office de centre de ressources regroupant les outils indispensables à l'essaimage. Comme par exemple le regroupement des demandes par secteur géographique: carte de France des AMAP - plaquette nationale - site internet - organisation de la communication pour l'information et la promotion - supports pour la sensibilisation: reportages, films...

Au bénéfice de l'expertise producteurs/consommateurs, CREAMAP occupera un rôle consultatif dans l'attribution de crédits d'investissement de départ allant de 50 à 150'000 € pour faciliter les installations. Ils sont fournis par un Fonds de garantie européen de la Banque coopérative éthique européenne. Ce réseau de banques assurera également un investissement de départ pour la mise en place d'une plateforme informatique. Ce dernier sera rentabilisé par les utilisateurs de ce support informatique.

Rudi Berli

BRÈVES ACP

Nouveau projet d'agriculture contractuelle de proximité à Yverdon-les-Bains: intéressé-e-s?

Uniterre est en discussion avec l'Agenda 21 de la Ville d'Yverdon-les-Bains pour la réalisation d'un projet d'agriculture contractuelle de proximité (ACP). Si celui-ci devait se réaliser, il serait le 20^{ème} en Suisse romande.

Une première soirée sur ce qu'est l'ACP, avec une présentation des initiatives qui fonctionnent déjà en Suisse romande, a eu lieu il y a quelques temps déjà. Cette séance a rencontré un fort succès et a permis de créer un groupe de travail constitué de consommateurs. Ce dernier s'est réuni une première fois et a déterminé les grandes lignes du projet.

Actuellement, le groupe est à la recherche de plusieurs producteurs intéressés à la démarche. Quelques producteurs ont déjà montré leur intérêt mais aucun ne s'est vraiment engagé pour l'instant.

Une prochaine séance de travail, qui devrait regrouper les consommateurs et les producteurs intéressés, se déroulera à Yverdon le 21 août à 20h00.

Si vous êtes intéressés, ou pour avoir plus d'info sur le projet, n'hésitez pas à contacter le secrétariat d'Uniterre.

Brunch des ACP

Mi-juillet, les différentes initiatives contractuelles membres de la plateforme se sont retrouvées à Genève, aux Jardins de Cocagne, pour un brunch d'échange d'expériences. Un compte rendu sera fait dans le journal du mois de septembre.

Nicolas Bezençon

Toute l'actualité sur les ACP sur notre site www.uniterre.ch

Le «Marche durable» recherche des producteurs

Les concepteurs de la plateforme internet www.marchedurable.ch recherchent des producteurs intéressés par la vente directe. Ils cherchent notamment un producteur dans la région de Vuarrens. Si vous êtes intéressés, n'hésitez pas à contacter le secrétariat d'Uniterre.

ENJEUX FONCIERS

Agir pour sauvegarder le foncier

Dans la zone rurale française, le foncier est sous forte pression. Des chiffres alarmants confirment la nécessité d'agir pour préserver le foncier agricole. Entre 1992 et 2003, 66'000 ha de surface agricole utile ont été artificialisés annuellement de manière irréversible, dont 35'000 ha sont des terres arables (Indicateur agro environnemental – Artificialisation des espaces agricoles. Solagro, mars 2008).

La France perd tous les 10 ans une surface agricole équivalente à la surface d'un département de taille moyenne. Ces chiffres prennent toute leur importance considérant qu'en théorie il faut entre 500 à 1'400m² pour nourrir une personne et que des nombreuses régions sont déjà fortement déficitaires dans cet équilibre alimentaire/foncier.

En marge des outils institutionnels, tels que la SAFER pour gérer le domaine foncier rural, un certain nombre d'initiatives privées intéressantes sont apparues ces dernières années. Nous vous présentons brièvement deux projets.

Dans la région bordelaise...

La jeune association CATA 33 réunit des citoyens de la région bordelaise dont la volonté est d'acquérir des terres afin de favoriser une agriculture de proximité, de qualité et respectueuse de l'environnement social, économique, paysager et culturel. De cette manière elle entend défendre activement le principe de la souveraineté alimentaire.

Afin d'acheter en commun (SCI) un domaine en Dordogne et d'y installer un jeune maraîcher, une souscription publique a été lancée le 19 mai 2008. Après une récolte de plus de 50'000€ une promesse de vente a été signée le 8 juillet.

Le mouvement «Terres de Liens»

Le mouvement «Terre de Liens» (www.terredeliens.org) est une dynamique nationale qui porte sur l'accès collectif et solidaire à la terre. Le mouvement est constitué d'une association nationale, de dix antennes et associations relais en région, de la Foncière «Terre de Liens», outil financier d'épargne solidaire, et bientôt d'une Fondation «Terre de Liens», reconnue d'utilité publique.

L'association «Terre de Liens»

«Terre de Liens» a été créée en 2003. Elle est née du constat de l'urgence d'agir face à la disparition de terres agricoles (notamment à cause de la spéculation foncière et à la pression sur les sols et la biodiversité) et de la difficulté pour les agriculteurs de s'installer ou de transmettre leur ferme. La création de «Terre de Liens» est le fruit de 10 années d'expertise sur les dynamiques d'accès au foncier pour la création d'entreprises en milieu rural. Cette expertise forte que porte «Terre de Liens», tant par ses bénévoles que par

ses salariés, constitue l'atout majeur qui a permis la naissance du mouvement.

Pour maintenir des territoires ruraux vivants, développer une agriculture biologique de proximité et multiplier par trois la production bio en France (objectif du Grenelle de l'environnement), il y a urgence à agir. «Terre de Liens» œuvre dans cet objectif: en 2007, trois acquisitions ont permis l'installation de porteurs de projets et le développement d'une agriculture de qualité. En 2008, 7 à 8 autres acquisitions seront menées.

«Terre de Liens» propose de changer le rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature, en faisant évoluer le rapport à la propriété foncière. «Terre de Liens» participe et encourage la création d'activités rurales écologiquement responsables et socialement solidaires par le biais de l'acquisition collective du foncier et du bâti agricoles. Elle concourt ainsi au maintien de l'activité dans les territoires, à la création d'emplois et à la préservation du bien commun qu'est la terre.

Par toutes ces caractéristiques, «Terre de Liens» est un mouvement unique en France: il apporte une solution inédite et répond à une demande forte pour des projets très peu aidés par ailleurs.

La Fondation «Terre de Liens»



Maintenir un paysage cultivé et habité. Ici dans le Jura Suisse, la ferme de Longo Maï.

La Fondation «Terre de Liens», en cours de reconnaissance d'utilité publique, a pour objectif de recevoir des dons ou des legs de fermes. Ces fermes données ou léguées à la Fondation seront mises à la disposition de fermiers ou de projets collectifs. La Fondation fera un appel public aux dons et pourra soutenir des projets locaux d'acquisition collective. D'ores et déjà, la Fondation a reçu près

de 500'000 € de promesse de dons. Elle ne peut se développer sans le soutien financier de partenaires. Elle travaille activement à la recherche de partenaires fondateurs et de mécènes.

La Foncière «Terre de Liens»

La Foncière «Terre de Liens» est une société en commandite par actions (SCA) à capital variable, créée à la fin de l'année 2006. Gérée par la Société coopérative de finances solidaires *La Nef* (créée il y a 20 ans) et «Terre de Liens», la Foncière collecte l'épargne de personnes physiques et morales (sous forme d'achat d'actions) afin d'acquérir du foncier pour en porter la propriété à long terme. A ce titre, la Foncière est agréée «entreprise solidaire» et a reçu le label Finansol, qui permet d'identifier les produits d'épargne solidaire et qui garantit l'éthique, la transparence et la solidarité des placements qu'il distingue.

Fin 2007, La Foncière comptait 160 actionnaires, dont 5% de personnes morales, pour un capital de 800'000€ dont 250'000€ immobilisés par trois acquisitions. Une action «Terre de Liens» vaut 100€. Les actionnaires ont la possibilité de dédier les actions qu'ils acquièrent à un projet particulier ou à une région (l'argent de la Foncière provient actuellement pour les deux tiers d'épargne locale dédiée à un projet spé-

deux avantages fiscaux s'appliquent sous condition de conserver les actions pendant 5 ans minimum). Il n'y aura pas de rémunération pour les actions à moyen terme.

Comment la Foncière soutient-elle concrètement un projet?

Les paysans aidés par la Foncière n'ont pas les moyens financiers d'acquérir le bien, ou/et pas envie d'être les propriétaires. Ils cherchent des solutions pour s'installer ou continuer à utiliser durablement leur outil de travail; solutions apportées par la Foncière «Terre de Liens» et ses actionnaires. La Foncière acquiert - avec le capital apporté par ses actionnaires et après l'évaluation et l'avis de son Comité d'engagement - des biens immobiliers en milieu rural pour en assurer sur le long terme une gestion sociale et écologique conforme à la Charte de «Terre de Liens». Elle établit ensuite avec le fermier locataire un bail rural environnemental.

Cette association regroupe actuellement près de 300 personnes impliquées sur l'ensemble du territoire français dans le but de faire avancer les acquisitions foncières et l'action de «Terre de Liens». Les membres de l'association ont mené un important travail d'accompagnement sur les territoires. Près de 200 accompagnements ont été réalisés depuis janvier 2007 et englobent des réalités diverses:

- Le premier accueil des porteurs de projets: du simple entretien sans suite à l'expertise d'un point technique, de la sensibilisation à la formation aux démarches portant sur le foncier collectif, ces missions concernent le nombre le plus important des personnes touchées par l'action du mouvement associatif (82%).

- L'accompagnement de GFA ou SCI constitue historiquement le savoir-faire et le bien-fondé de l'action de Terre de Liens (14%).

- Le développement de la Foncière depuis décembre 2006 a permis la réalisation des premiers projets se concrétisant grâce à cette structure. Même s'ils représentent une part encore modeste (5%), ces dix projets accompagnés par Terre de Liens et achetés par la Foncière correspondent à plus de 25 personnes sur près de 500 hectares.

Rudi Berli

INTERNATIONAL

Round de Doha à l'OMC: chronique d'une mort annoncée!

Fallait-il s'attendre à autre chose qu'à un échec? Si le bon sens le prévoyait, nous avons quand même eu quelques sueurs froides dans la troisième semaine de juillet. Malgré tous les signaux positionnés au rouge (crises alimentaire, climatique, énergétique, financière), un certain nombre d'Etats - dont la Suisse - étaient prêts à faire le forcing pour remplir les poches des transnationales au détriment de l'agriculture, de la planète et des «pays les moins avancés».

Nous savons pourtant que la libéralisation de l'agriculture ne bénéficie qu'à quelques entreprises agro-alimentaires et provoque une volatilité des prix qui a des répercussions néfastes sur les populations les plus vulnérables. Les produits alimentaires et agricoles ne sont pas une simple marchandise. Ils requièrent des politiques solidaires, locales et de gestion de l'offre. L'accès à la nourriture en quantité et qualité doit y être au coeur.

En Europe, la libéralisation des marchés agricoles a entraîné une diminution du nombre des paysans, des importations à des prix trop bas et une concentration des productions dans des exploitations industrielles. Elle a renforcé un modèle productiviste qui de plus, par le dumping des excédents, détruit les paysanneries

des autres régions du monde. Ce modèle ne répond pas aux exigences de qualité, aux attentes environnementales ni aux préoccupations en matière de santé des populations européennes.

La cause et non le remède

Les crises structurelles que nous vivons sont le résultat des politiques encouragées par l'OMC et les accords de libre-échange bilatéraux (ces derniers se portent malheureusement plutôt bien). Le libéralisme effréné n'est donc pas la solution à ces crises mais en est la cause. Comme le disait un paysan indien présent à Genève pendant les négociations: «Prétendre résoudre la crise alimentaire avec l'OMC revient à s'en remettre à un charlatan avec ses faux remèdes!».

Nous ne sommes pas face à une crise de la production - il y a aujourd'hui assez d'aliments pour nourrir la population - mais face à une crise des politiques. Injustice toujours plus forte, inégalité de répartition des aliments et des richesses sont des réalités que nos ministres ne semblent pas vouloir voir. Ils s'attachent à faire des calculs d'apothicaires pour savoir combien de pour cents de baisse de tarifs douaniers notre agriculture pourrait supporter et de combien de produits sensibles nous pourrions bénéficier tout en sachant que ce «privilège» serait à compenser par une extension des contingents d'importation. Bref on joue les marchands de tapis à la rue de Lausanne à Genève alors que le nombre de personnes souffrant de la faim aura bientôt atteint le milliard!

Cela à de quoi donner la nausée!

Quand est-ce que nos Etats admettront qu'il faut investir la matière grise de nos «experts» dans la recherche d'alternatives au cycle de Doha? Combien sont engagés à faire tourner des modèles informatiques? Exigeons d'eux qu'ils s'activent à construire un futur plus juste, basé sur les êtres humains et non sur les capitaux des entreprises transnationales qui font peu à peu main basse sur tout le secteur agro-alimentaire et sont surtout préoccupées par leurs quelques actionnaires (combien sont-ils face au milliard d'affamés?). Il ne s'agit pas de faire de l'idéalisme ou de l'angélisme mais de prévenir l'explosion sociale.

Valentina Hemmeler Maïga

Une nouvelle organisation européenne est née!

Le processus de rassemblement initié par la Coordination Paysanne Européenne (CPE) et la COAG a culminé le 27 juin avec la présentation publique de la Coordination Européenne Via Campesina.

La Coordination Européenne Via Campesina regroupe les organisations rassemblées auparavant dans la CPE et de nombreuses organisations paysannes et de travailleurs agricoles du Danemark, de Suisse, d'Italie, des Pays-Bas, d'Espagne, de Grèce, de Malte et de Turquie.

Des politiques plus justes et durables

L'objectif principal de cette organisation est la lutte pour d'autres politiques agricoles et alimentaires plus légitimes, plus justes, plus solidaires et plus durables qui sont nécessaires en Europe pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, de santé publique, d'emploi dans le monde rural et pour affronter la crise des prix alimentaires globale et le réchauffement climatique.

En Europe, chaque jour plus de mille exploitations agricoles disparaissent faute d'une vraie volonté politique de faire vivre l'agriculture paysanne et familiale. La Coordination Européenne Via Campesina exige le développement d'une agriculture paysanne diverse et liée aux territoires et l'application de la souveraineté alimentaire.

Active dès maintenant

En 2008 la Coordination Européenne Via Campesina participera activement au Forum Social Européen à Malmö en Suède (17-21 sept), à la mobilisation

et au forum d'Annecy en France lors de la réunion informelle du Conseil Agricole (20-23 sept) (voir page suivante) et la Vième conférence de Via Campesina (17-23 oct). Elle s'engagera activement dès 2008 dans le débat sur la PAC d'après 2013.

Uniterre aussi

Uniterre a été membre fondateur de la Coordination paysanne européenne en 1986 et a longuement siégé au comité. C'est donc tout naturellement qu'Uniterre s'est fortement impliqué

dans l'élargissement de l'organisation européenne, la rédaction du socle commun (voir journal de décembre 2007 ou notre site). Lors de l'assemblée constitutive du 27 juin, Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre, a été élu pour siéger au comité de coordination aux côtés de 6 autres collègues européens. Les réalités suisses et européennes étant intrinsèquement liées, nous poursuivrons notre engagement commun pour des politiques agricoles axées sur la souveraineté alimentaire.

Organisations membres

Allemagne-Arbeitsgemeinschaft Bäuerliche Landwirtschaft (ABL), **Autriche**-Österreichische Bergbauernvereinigung (ÖBV), **Belgique**-Fédération unie des groupements des éleveurs et agriculteurs (FUGEA), **Mouvement Action Paysanne** (MAP), **Vlaams Agrarisch Centrum** (VAC), **Danemark**-Frie Boender, **Espagne**-Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos (COAG), **Euskal Herriko Nezakarien Elkartasuna** (Union de Ganaderos y Agricultores Vascos (EHNE/UGAV) - Pais Vasco, **Sindicato Labrego Galego** (SLG) - Galicia, **Sindicatos de Obreros del Campo** (SOC), **Europe**-Mouvement International de Jeunesse Agricole Catholique (MIJARC Europe), **France**-Confédération nationale des syndicats des exploitants familiaux (MODEF), **Confédération Paysanne**, **Grèce**-NEAK, **Italie**-Associazione Italiana per l'Agricoltura Biologica (AIAB), **Associazione Rurale Italiana** (ARI), **Malte**-Assocjazzioni tal-Bdiewa (ATB), **Norvège**-Norske bonde - og Smabrukarlag (Norwegian Farmers' and Smallholders' Union) (NBS) - **Norge**, **Pays-Bas**-Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV), **Portugal**-Confederacao Nacional da Agricultura (CNA), **Suède**-Nordbruk, **Suisse**-L'Autre Syndicat, **Uniterre**, **Turquie**-Confederation of Farmers' Unions (ÇİFTI-SEN)



Les délégué-e-s à l'assemblée constitutive de Madrid.

MOBILISATION EUROPÉENNE: CONFÉRENCES ET MANIF

En Europe comme dans le monde, façonnons des politiques agricoles basées sur la souveraineté alimentaire: venez à Annecy le 20 et 21 septembre

Le week-end du 20 et 21 septembre, plusieurs associations appellent à une mobilisation (conférences, tables rondes, manif festive, stands associatifs, concert, films, marché de producteurs, etc.) à l'occasion d'une rencontre des ministres de l'agriculture de l'Union européenne. Uniterre, membre de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) sera également de la partie. Le comité d'Uniterre a estimé que cet événement de taille est à soutenir. Nous appelons nos membres à y participer d'autant qu'il est géographiquement proche. Nous publions ci-dessous le communiqué des organisateurs.

Après l'impasse des négociations de l'OMC, des organisations paysannes, citoyennes et environnementales¹ appellent à ré-orienter radicalement les politiques agricoles pour la défense «d'une agriculture pour vivre», c'est à dire qui nourrit, qui emploie et préserve la planète, hors de l'OMC et sous contrôle des organisations internationales telles que la FAO et l'ONU.

L'échec des négociations du cycle de Doha est une bonne nouvelle pour tous ceux qui de Seattle à Cancun, de Hong Kong à Genève se sont battus contre la mainmise de l'OMC sur tous les secteurs de la vie des êtres humains de la planète.

C'est une victoire pour les paysans et les consommateurs de tous les continents qui savent que la libéralisation de l'agriculture ne profite qu'à quelques entreprises multinationales de l'agro-alimentaire et de la distribution, pas aux plus démunis. Elle met en péril les agricultures vivrières et familiales des pays du sud et favorise une agriculture industrielle dévastatrice pour l'environnement.

C'est pourtant pour se conformer aux exigences de l'OMC que l'Union Européenne a réformé sa Politique Agricole Commune depuis 1992, et s'apprête à nouveau à en réviser les contours dans le «bilan de santé de 2008» et dans la PAC d'après 2013, fin prévue de la politique actuelle.

Les dirigeants européens doivent aujourd'hui prendre acte de l'impossibilité de réduire les enjeux alimentaire et agricole à un vaste marchandage entre ministres du commerce. L'alimentation est d'abord un besoin vital, et c'est un droit qui nécessite des politiques agricoles et alimentaires volontaristes.

¹ Les organisations locales à l'initiative de cet événement sont la Confédération Paysanne, les Amis de la Terre, Attac, Artisans du Monde, l'ADABIO, le CCFD-Terre solidaire, La Terre en Héritage et le Groupe des Producteurs Savoyards en Amap, Terre de liens avec le soutien de leurs organisations nationales et européennes, ainsi que des ONG rassemblées au sein du réseau PAC 2013.

Un collectif d'organisations appelle donc aujourd'hui leurs adhérents ainsi que tous les citoyens préoccupés par leur alimentation, par l'agriculture et la protection de l'environnement à participer au grand Rassemblement qui se tiendra à Annecy les 20 et 21 septembre prochain, avant la réunion du conseil informel des ministres de l'agriculture. C'est là que Michel Barnier, ministre français de l'agriculture lancera le débat sur la future Politique agricole Commune européenne.

La politique agricole que nous voulons doit:

- Garantir le droit à la souveraineté alimentaire des pays du sud et du nord,
- Redonner à l'agriculture sa vocation première d'alimentation,
- Promouvoir les agricultures paysannes, familiales et créatrices d'emploi,
- Re-localiser les productions et les adapter aux territoires,
- Préserver les ressources naturelles et les équilibres écologiques.

Nous réclamons dès maintenant une autre PAC, légitime, solidaire et vraiment durable qui soit un levier considérable pour réguler les marchés et arrêter la précarisation et la disparition des paysans!

Le comité d'organisation

Programme du samedi matin au dimanche

3 conférences sont annoncées

«PAC état des lieux et perspectives»,
«Quelle agriculture pour nourrir le monde?»,

«Souveraineté alimentaire: un droit à conquérir».

Des ateliers et tables rondes ainsi que des projections de films et documentaires auront lieu parallèlement. Les rues seront animées par des stands associatifs, des spectacles de rue, un marché. Le samedi soir, un concert sera organisé. Quant au dimanche, il laissera place à une manifestation festive et colorée qui précédera la remise aux ministres agricoles des nombreuses signatures récoltées via la pétition «L'agriculture

est malade, soignons la PAC» (www.soignonslapac.org).

Infos pratiques pour y aller

Dès aujourd'hui, un site est ouvert pour accompagner la mobilisation: www.changeonslapac.org. Vous y trouverez les détails pratiques (lieu du rassemblement: 29 boulevard du Fier, info logement, horaires). Le site sera régulièrement mis à jour jusqu'à l'événement. N'hésitez pas à prendre contact avec Uniterre si vous souhaitez participer à l'événement. En fonction du nombre, nous pourrions organiser un déplacement collectif.

021 601 74 67 / info@uniterre.ch

Soutiens variés

Cet événement de dimension continentale est soutenu également par: Action Consommation, Agir pour l'Environnement, les Amis de la Terre, Association Adéquations, ATTAC France, CCFD, CEDETIM, CFSI, Confédération paysanne nationale, Confédération Paysanne Rhône Alpes, Coordination Sud, CRID, ECVC (Coordination Européenne-Via Campesina), FADEAR, Fédération Artisans du Monde, Fédération Peuples Solidaires, FNAB, FNCIVAM, FSU, Greenpeace, les Amis de la Conf, MIN-GA, MRJC, PAC 2013, RAC-France, réseau INPACT (initiative pour une agriculture Citoyenne et territoriale), S2B (réseau Seattle to Brussel), Terre de Liens.



LAIT

Invitation à tous les producteurs de lait de Gruyère AOC: 20 août

La hausse de prix obtenue pour le lait destiné à l'industrie n'a pas été (encore) répercutée sur le prix du lait de fromagerie. Afin de montrer notre solidarité avec les revendications des délégués paysans de l'interprofession du Gruyère AOC, Uniterre a organisé une action à Pringy le 15 juillet 2008 (voir notre site internet). Près de 300 producteurs se sont déplacés. Une bonne proportion était des producteurs de lait industriel. Ils sont venus manifester leur solidarité avec les producteurs de lait de fromagerie.

Les producteurs présents ont été très déçus des résultats des négociations. Ils n'attendent pas le début du mois de septembre – date de la prochaine réunion du comité de l'interprofession - pour marquer leur désaccord avec les décisions prises.

Afin de déterminer les actions à entreprendre le plus rapidement possible, Uniterre organise une réunion de crise avec tous les producteurs de lait destiné à la fabrication de Gruyère AOC (les autres producteurs sont aussi les bienvenus).

RÉUNION DES PRODUCTEURS SUR LE PRIX DU GRUYÈRE AOC

Date: Mercredi 20 août 2008 à 13h30

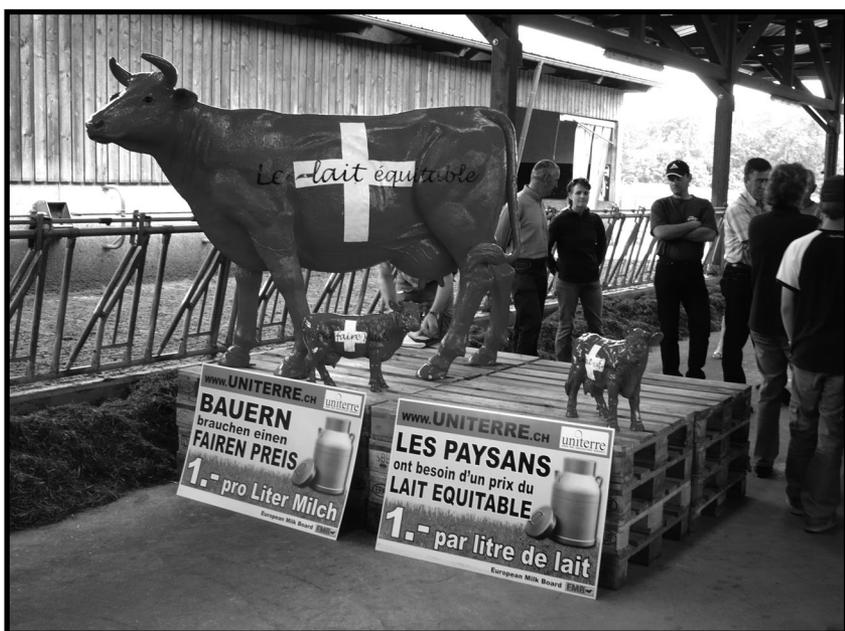
Lieu: sur l'exploitation de Daniel Menoud à Rueyres-Treyfayes (situé entre Vaulruz et Romont)

Renforcement de la campagne de communication européenne «Lait équitable»

La commission lait d'Uniterre a décidé de renforcer la communication en Suisse romande du «lait équitable». Les producteurs suivent donc le trend européen. La commission lait a commandé pour commencer une dizaine de vaches grandeur nature «lait équitable».

Ces vaches seront à vendre au prix de 1100 Frs la pièce. Elles sont destinées à être vue par la population. Leurs places de prédilection sont les bords de routes, les places villageoises, les ronds-points, etc. Les vaches peuvent être achetées par des particuliers (groupe d'une ou plusieurs personnes) ou par des entreprises. Les pré-commandes sont à faire au secrétariat d'Uniterre (021/6017467, fax 021/6175175, info@uniterre.ch) ou en utilisant le bulletin de commande ci-contre.

Le modèle réduit de ces vaches est aussi disponible pour 110 Frs/pièce. Les commandes se font également au secrétariat.



COMMANDE DES VACHES

Je commande vache(s) suisse(s) «le lait équitable» grandeur nature au prix de 1'100 Frs la pièce.

Je commandevache(s) suisse(s) «le lait équitable» petite taille au prix de 110 Frs la pièce.

Je suis producteur de lait: oui non

Membre d'Uniterre: oui non

Membre de EMB: oui non

Je souhaite plus d'information sur l'organisation EMB et Uniterre: oui non

Nom:

Prénom:

Adresse (rue):

Numéro postal:..... Lieu:.....

N°tél:..... N°portable:.....

E-mail :

Renvoyer à: Uniterre, av du Grammont 9, 1007 Lausanne
fax: 021 617 51 75